

## Déclaration 2008 du Conseil Mondial de l'Énergie

### **IMPULSER UN NOUVEL ÉLAN**

#### **LE POINT DE VUE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉNERGIE : UNE CROISSANCE RESPONSABLE POUR UN AVENIR DURABLE**

Ces dernières années, la croissance mondiale a été beaucoup plus forte et soutenue que prévu, particulièrement dans les économies géantes émergentes comme la Chine et l'Inde : la question de la disponibilité de l'énergie s'en trouve au premier plan des préoccupations mondiales. Les experts s'accordent à prévoir un accroissement des besoins en énergie primaire jusqu'en 2020 : la demande d'énergie mondiale pourrait doubler d'ici 2050.

Notre principal objectif aujourd'hui est donc de travailler à une croissance responsable qui réconcilie développement économique, protection de l'environnement et réduction des inégalités mondiales. En un mot, cela signifie apprendre à faire plus avec moins. Nous devons nous engager à rechercher inlassablement des solutions concrètes qui améliorent le bien-être global de façon durable.

Ceci exigera une concertation appliquée et méticuleuse de notre industrie avec les gouvernements, les organisations intergouvernementales et la société civile prêts à relever le défi. Nous sommes bien conscients que nos décisions d'aujourd'hui dessinent le paysage énergétique des trente prochaines années. La prochaine génération héritera ainsi de toutes les conséquences de nos décisions. Ceci plaide pour une réévaluation approfondie de nos objectifs et de nos priorités : certains parlent de la troisième révolution industrielle de l'énergie.

Comme lieu international de rassemblement de tous les partenaires, le Conseil Mondial de l'Énergie (CME) a un rôle majeur à jouer en élaborant les solutions viables et soutenables.

#### **UNE BONNE GOUVERNANCE POUR DEVELOPPER DES POLITIQUES ENERGETIQUES APPROPRIÉES**

La bonne gouvernance et la responsabilité seront essentielles pour que les décisions d'investissement soient prises dans une perspective durable. La recherche des 3A objectifs du CME\* – l'accessibilité, la disponibilité et l'acceptabilité – exige la responsabilité.

#### **Se préparer à des investissements massifs**

Selon les meilleures prévisions, des investissements énormes en infrastructures énergétiques (22.000 milliards de dollars) devront être réalisés d'ici 2030 pour satisfaire la demande mondiale croissante en énergie. Près de la moitié le sera dans le secteur électrique, principalement dans les pays en développement qui d'ici 2030 représenteront près de 80% de la capacité de production mondiale. Un quart sera investi dans le secteur pétrolier, principalement pour l'exploration et le développement, et un quart dans le secteur gazier, plutôt sur l'amont et le GNL.

Dans le monde développé, les investissements importants sont nécessaires à la rénovation et à la modernisation des infrastructures existantes. Les économies à croissance rapide de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est se concentreront sur des offres et des infrastructures énergétiques nouvelles pour soutenir leur développement.

---

\* Accessibility, Availability, Acceptability

### **Exploiter les technologies disponibles, à l'amont et à l'aval**

Puisque nous entrons dans une phase d'investissement massif, nous devons nous concentrer sur plusieurs options énergétiques dont certaines pourraient apporter des résultats immédiats et d'autres au delà de 2030. La bonne nouvelle est que nous disposons déjà des technologies nécessaires pour poser les fondations d'un avenir énergétique durable.

Clairement, exploiter tout le potentiel de toutes les sources d'énergie est la clef. Pendant le 20<sup>ième</sup> Congrès Mondial de l'Énergie, à Rome, nous avons convenu que toutes les énergies doivent être développées pour satisfaire les besoins énergétiques mondiaux en croissance rapide. Les énergies fossiles resteront une composante majeure du bouquet énergétique pendant au moins une génération. L'électricité nucléaire représentera une part croissante de ce bouquet. Les éoliennes construites sur les meilleurs sites, la biomasse, la géothermie et la chaleur produite à partir des déchets sont aujourd'hui des sources d'énergie viables techniquement et financièrement.

Dans le même temps, le secteur énergétique dispose des dernières technologies propres (centrales fossiles à haut rendement, nucléaire, grand hydraulique et autres énergies renouvelables) pour contribuer à réconcilier développement et changement climatique.

L'efficacité énergétique doit également devenir une plus grande priorité au niveau mondial, du côté de la production et de la consommation. La maîtrise de l'énergie doit trouver plus d'intérêt parmi les stratégies possibles pour accroître l'offre d'énergie disponible. Près de 50% de la demande totale d'énergie en 2050 pourrait être satisfaite ainsi.

On n'a pas aujourd'hui tiré tout le potentiel d'efficacité énergétique des options disponibles pour le transport et le chauffage, comme les moteurs à haut rendement, les voitures hybrides et les tramways dans les villes, l'isolation et les chauffe-eau solaires pour les maisons et l'induction dans les procédés industriels.

D'ici 20 ans, de nouvelles technologies comme le captage et le stockage du carbone, le photovoltaïque, les biocarburants de la seconde génération, le nucléaire de quatrième génération apporteront d'autres moyens pour relever notre nouveau défi énergétique.

### **Promouvoir activement des politiques énergétiques durables efficaces**

Un facteur déterminant de succès est de définir et mettre en œuvre des politiques énergétiques appropriées menant à des réglementations favorables à l'investissement. Ceci passe par un dialogue concret et constructif entre les pouvoirs publics et les industriels et au sein des industries les plus concernées.

La hausse des prix des énergies fossiles devrait stimuler ce dialogue. Le pétrole a récemment dépassé les 100 \$ par baril. Ceci a d'autres effets-prix mais des prix plus élevés de l'énergie devraient encourager l'efficacité énergétique et attirer de nouveaux investissements. De même, une valeur mondiale du carbone, prévisible, pourrait agir comme des prix plus élevés de l'énergie en encourageant des investissements en énergie propre : les consommateurs répondent en prenant des mesures de maîtrise de l'énergie et les producteurs en investissant davantage dans la production efficace.

## **VERS UNE INTERDEPENDANCE ENERGETIQUE CROISSANTE**

Le défi énergétique des 30 prochaines années est impressionnant. Il y a de grandes incertitudes, du cadre institutionnel pour l'énergie à la réglementation des émissions de carbone. Mais cela peut être aussi une extraordinaire opportunité pour stimuler une coopération mondiale dynamique et constructive.

De nombreuses tables rondes et débats du 20<sup>ième</sup> Congrès Mondial de l'Énergie a émergé un consensus au sein de l'industrie : nous allons vers une plus grande interdépendance énergétique, ce qui exigera une intégration beaucoup plus profonde des marchés régionaux et internationaux de l'énergie.

### **Stimuler les partenariats et la coopération internationaux**

Il faut davantage de partenariats public-privé pour intégrer l'interdépendance mondiale croissante, particulièrement pour favoriser l'accélération du transfert des technologies les mieux adaptées aux pays en développement. Les Mécanismes de Développement Propre (CDM), qui permettent à des entreprises de pays développés de compenser des émissions en investissant dans des projets dans des pays en développement, devraient inclure les programmes d'efficacité énergétique et toutes les technologies durables comme le grand hydraulique, le nucléaire et le captage et stockage du carbone des énergies fossiles.

Pour favoriser ce niveau plus élevé de coopération, reconnu par des gouvernements à la conférence sur le changement climatique de Bali (COP13), le CME étend son mandat mondial. Le nouveau mandat amplifiera les efforts du CME pour alléger la pauvreté énergétique, définir une valeur mondiale du carbone et établir des règles mondiales pour le commerce et l'investissement dans le secteur de l'énergie.

### **Se concentrer sur le transfert de technologies pour satisfaire les nouveaux besoins énergétiques**

Les pays en développement ont un défi énergétique particulier : comment accroître l'accès à l'énergie pour les deux milliards de pauvres dans le monde qui en sont exclus ? Dans le dialogue naissant pour satisfaire les besoins énergétiques mondiaux, il y a un accord général sur le respect des priorités des pays en développement pour atteindre cet objectif important.

L'industrie de l'énergie doit avoir des incitations pour transférer les technologies les plus récentes et les plus propres de toutes les filières de production d'électricité, y compris le nucléaire, le gaz, le charbon et le grand hydraulique, de la manière la plus efficace et la plus rentable. Au niveau national, il faut mettre en place les politiques appropriées, les mesures et les instruments qui sont efficaces du point de vue environnemental et supprimer les contraintes.

### **Ouvrer pour un cadre mondial après 2012**

Le changement climatique est un véritable défi planétaire, un défi qui affecte chaque entreprise énergétique différemment en raison des longs délais d'investissement et des besoins importants de capitaux. Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'industrie de l'énergie a besoin rapidement d'un cadre mondial pour l'après-2012 qui puisse à la fois s'adapter à des réalités différentes tout en fournissant des règles communes.

Une idée pour l'après-Kyoto serait de concevoir un modèle combinant des engagements sur des objectifs pour les pays développés et des engagements sur les investissements pour les pays en développement. Dans le même temps, alors que la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques détermine les objectifs, le CME croit que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) devrait être impliquée dans la création des règles mondiales du commerce et de l'investissement du secteur de l'énergie.

En fait, alors que le Protocole de Kyoto a stimulé le développement de systèmes de permis d'émissions négociables, l'extension du marché nécessitera l'augmentation de la valeur du carbone ou des limites d'émissions. L'utilisation d'un schéma flexible pourrait augmenter l'investissement par des transferts de technologies afin d'aider les pays en développement à satisfaire leurs besoins de technologies énergétiques propres.

De plus, des règles mondiales sont nécessaires pour créer les conditions d'émergence d'une valeur mondiale du carbone, signal essentiel qui entraînera des investissements énergétiques propres et fournira la stabilité si nécessaire aux investissements.

Pour contribuer à ces objectifs, les règles et les disciplines de l'OMC doivent être à nouveau examinées pour identifier des domaines de conflits potentiels avec l'actuel protocole de Kyoto. Les disciplines de l'OMC et du GATT pourraient s'avérer utiles pour organiser un marché mondial du carbone. Un certain nombre de domaines doivent également être examinés de façon approfondie si les règles commerciales et le protocole de Kyoto peuvent y être en conflit.

## **RÉINVENTER NOTRE FUTUR ÉNERGÉTIQUE**

Ce qui est demandé à notre industrie n'est rien moins que de réinventer complètement ce que nous voulons faire et comment nous allons le faire.

### **Faire émerger une conscience publique**

Pour s'assurer que les bonnes décisions sont prises, les pouvoirs locaux et nationaux doivent informer davantage les consommateurs de tous les choix technologiques possibles et du rôle important que le transport a dans la réduction des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>. Les gouvernements doivent aujourd'hui organiser, de façon volontaire et coordonnée, les étapes pour accroître la prise de conscience des consommateurs.

### **Booster la Recherche et Développement**

Une Recherche et Développement de plus en plus intense et efficace est indispensable pour relever les défis devant nous. Fournir des formes d'énergies alternatives plus propres, développer la quatrième génération d'énergie nucléaire et le captage et stockage du carbone pour les énergies fossiles, booster l'efficacité énergétique en explorant les voies prometteuses comme l'architecture climatique et les modes de transport efficaces : tout cela ne sera possible qu'en exploitant les solutions courantes tout en explorant activement le potentiel de solutions encore améliorées.

L'industrie et le gouvernement ont besoin d'efforts bien plus importants de recherche, de développement, de déploiement, de diffusion pour accélérer l'identification et la dissémination des technologies énergétiques plus propres et plus efficaces. L'effort de recherche du secteur énergétique privé a stagné à des niveaux bien inférieurs à ceux des années 70. Cette tendance devrait être inversée.

### **S'engager dans le dialogue et l'analyse avec succès**

Le CME a un rôle important à jouer d'ici la réunion COP15 à Copenhague dans 2009 : les discussions de Bali illustrent les conclusions des scénarios du CME en ce qui concerne les politiques énergétiques publiques et la coopération internationale.

Dans les prochaines années, le réseau du CME enrichira le débat énergétique mondial sur la réalisation de ces objectifs de développement énergétique durable par un ensemble d'études (l'énergie pour les mégapoles, les vulnérabilités des systèmes énergétiques, Un groupe de travail spécifique sur les règles du commerce et de l'investissement du secteur de l'énergie sera mis en place et le CME participera également au développement d'une évaluation des meilleures pratiques des politiques énergétiques dont les résultats feront l'objet d'une large communication annuelle.